

Centrafrique/En visite dans le pays

Le secrétaire général de l'Onu au cœur du chaos

AFP
Bangui/Centrafrique

Il s'est rendu hier à Bangassou, ville mise en coupe réglée par les miliciens.

TEMPS fort de sa visite en Centrafrique, le secrétaire général de l'Onu Antonio Guterres est arrivé hier à Bangassou pour une visite de quelques heures dans cette ville mise en coupe réglée par les miliciens dans le sud-est du pays, une région où les Casques bleus s'efforcent de prévenir affrontements entre groupes armés et massacres de civils.

L'avion du patron de l'Onu a atterri à 12H00 (même heure au Gabon) à Bangassou, à 700 km à l'est de la capitale, où il a été accueilli avec sa délégation par le préfet fraîchement nommé Auguste Sillo, a constaté un journaliste de l'AFP.

Les 35 000 habitants de cette ville à majorité chrétienne, frontalière de la RD Congo, vivent depuis mai sous le joug des miliciens antibalaka, prétendant défendre la minorité chrétienne, contre les groupes armés peuls et

musulmans actifs dans les localités environnantes. C'est dans cette zone où neuf Casques bleus ont été tués entre mai et juillet, et où ces mêmes Casques bleus tentent aujourd'hui de prévenir l'attaque par les antibalaka d'environ 2 000 déplacés musulmans qui ont trouvé refuge dans un séminaire local sous la protection l'église. Durant les trois heures de sa visite, M. Guterres devait visiter ces déplacés, rendre un hommage officiel aux Casques bleus tués et s'entretenir avec des éléments des contingents gabonais, marocains et sénégalais déployés sur place.

La tension s'est notablement accrue ces derniers jours dans la ville, à mesure que s'est intensifiée la "guerre" dans la région entre antibalaka, pilotés depuis Bangassou, et l'Union pour la paix en Centrafrique (UPC), un groupe peul. Des affrontements ont eu lieu à Kembé et Pombolo notamment ces dernières semaines, qui ont fait des dizaines de victimes, selon des sources onusiennes.

PLUS DE CASQUES BLEUS• Arrivé mardi à Bangui, pour sa première visite à une mission de



Photo : AFP

Le secrétaire général de l'Onu, Antonio Guterres, à son arrivée hier à Bangassou.

paix de l'ONU depuis sa prise de fonction en janvier, M. Guterres a appelé le soir même la communauté internationale à mobiliser davantage de "ressources et de capacités pour aider la République centrafricaine".

Il a plaidé pour un renforcement de 900 Casques bleus de la mission de l'Onu dans le pays, la Minusca, forte actuellement d'un peu plus de 12 500 hommes. Cette demande doit encore être actée par le Conseil de sécurité de l'Onu, qui renouvelle en novembre le mandat de la mission.

"Il nous faut renforcer la dimension et les capacités" de la Minusca et œuvrer à

une "solidarité active" avec Bangui, a-t-il martelé hier matin, après un entretien avec le président centrafricain Faustin Archange Touadéra. La visite du secrétaire général intervient dans un contexte sécuritaire tendu en Centrafrique, presque un an après le départ de la force militaire française Sangaris : si la capitale reste épargnée par les violences, groupes armés et autre milices "d'autodéfense" ont repris leurs affrontements et commettent des massacres à grande échelle dans le sud-est, dans le centre et dans le nord-ouest, faisant des centaines de morts parmi les popula-

tions civiles, invariablement prises pour cibles. La visite de M. Guterres en République centrafricaine est également un message politique fort, à un moment où les critiques pleuvent sur la mission de l'Onu.

Accusés par leurs détracteurs de "passivité" et parfois même de "parti pris" (cette accusation visant plus particulièrement les militaires marocains à Bangassou), les contingents onusiens font aussi face à une avalanche d'accusations d'agressions sexuelles (renvoi du contingent congolais en juin, plus de 600 soldats). La Centrafrique est en proie depuis 2013 à des violences intercommunautaires, après le renversement de l'ex-président François Bozizé par les milices de la Séléka prétendant défendre la minorité musulmane, ce qui avait entraîné une contre-offensive des milices antibalaka.

Les groupes armés se battent aujourd'hui essentiellement pour le contrôle de territoires et de ressources naturelles, dans un pays où près de 1,1 des 4,5 millions d'habitants ont dû fuir leur foyer.

Chine/Au terme du XIXe Congrès du Parti communiste

Xi Jinping : cinq ans de plus et sans dauphin potentiel

AFP
Pékin/Chine

Avec des pouvoirs renforcés, il devrait être formellement réélu à la tête de l'Etat en mars prochain lors de la session annuelle du Parlement.

C'ETAIT une simple formalité pour celui qui pourrait désormais se maintenir indéfiniment au pouvoir : Xi Jinping a obtenu hier un nouveau mandat à la tête du Parti communiste chinois (PCC), entouré d'une équipe dirigeante sans dauphin présumé pour lui faire de l'ombre.

Conformément à la tradition, Xi Jinping, costume sombre et cravate rouge, est apparu souriant devant la presse, entouré de ses six collègues du nouveau conseil qui va diriger la Chine pendant cinq ans, au lendemain de la clôture du congrès quinquennal du PCC.

"Je prends (ma réélection) non seulement comme une approbation envers mon travail, mais aussi comme un encouragement qui me poussera à aller de l'avant", a-t-il promis, lors d'une al-

locution retransmise en direct à la télévision.

Le comité central, sorte de parlement du PCC, l'a élu à huis-clos secrétaire général, aux côtés des six autres membres permanents du bureau politique, l'instance qui détient la réalité du pouvoir en Chine.

Agé de 64 ans, Xi Jinping a consolidé son pouvoir à la faveur du XIXe congrès du PCC qui s'est achevé mardi, obtenant l'honneur suprême de figurer dans la charte du Parti, une distinction que seul le fondateur du régime, Mao Tsé-toung, avait eue avant lui de son vivant.

Chef du Parti, chef de l'Etat, chef des armées : depuis son arrivée au pouvoir fin 2012, Xi Jinping a accumulé les pouvoirs au sommet de la deuxième puissance économique mondiale et présidé à un renforcement de l'autorité du régime.

XI DANS L'HISTOIRE ?• L'inclusion de son nom et de sa "Pensée" dans les statuts du PCC suggère qu'il peut désormais rester indéfiniment à la tête du pays, s'affranchissant de la limite d'âge théorique de 68 ans et du souci d'avoir à se choisir un successeur. "Cela lui servira à promouvoir son ambitieux pro-



Photo : AFP

Un nouveau mandat de 5 ans, l'éventualité d'aller au-delà, pas de dauphin présumé : Xi Jinping sort renforcé du XIXe Congrès du PCC.

gramme politique. Et lui garantira une place dans les livres d'histoire", juge Matthias Stepan, chercheur à l'institut allemand Mercator pour les études chinoises.

Autre enseignement : le nouveau comité permanent dévoilé hier est exclusivement composé de sexagénaires et ne s'est pas ouvert à la génération des quinquagénaires, qui auraient pu faire figure de dauphins potentiels.

"Xi Jinping ne veut pas partager le pouvoir, il ne veut pas avoir quelqu'un qui lui souffle dans le cou en préparant la succession", observe le sinologue Jean-Pierre Cabestan, de l'Université baptiste de

Hong Kong. Mettant en compétition ses dauphins potentiels, "il veut maintenir la pression sur tout le monde et jouir du pouvoir pendant encore cinq ou 10 ans sans se lier les pattes". M. Xi voit loin : lors d'un discours fleuve à l'ouverture du congrès l'autre mercredi il a promis à ses compatriotes une "nouvelle ère du socialisme à la chinoise", dont il a peint les contours à l'horizon 2050 : faire de la Chine une grande puissance prospère et respectée. Ecartant tout espoir de libéralisation du régime, il a au passage appelé à "défendre l'autorité du Parti et le système socialiste chinois".

"SANS FIN"• Les cinq ans

de pouvoir de Xi Jinping se sont accompagnés d'une guerre à la corruption, qui a sanctionné pas moins de 1,5 million de personnes. Il est soupçonné d'en avoir profité pour écarter des rivaux politiques.

La lutte contre la corruption "est une route sans fin", a-t-il répété hier, appelant les cadres du PCC à "se débarrasser de ce virus qui détruit le tissu du parti".

Outre le Premier ministre Li Keqiang, Xi Jinping est le seul membre du précédent comité permanent à se maintenir dans la nouvelle instance. Les cinq nouveaux venus sont Li Zhanshu, un proche conseiller de M. Xi, le vice-Premier ministre Wang Yang, le théoricien du Parti Wang Huning, le nouveau chef de la lutte anti-corruption Zhao Leji, et le patron du PCC à Shanghai, Han Zheng.

Mais ils devraient avoir moins d'influence que leurs prédécesseurs, face à un Xi Jinping au pouvoir renforcé.

Ce dernier devrait être formellement réélu à la tête de l'Etat en mars prochain lors de la session annuelle du Parlement, de même que Li Keqiang, qui devrait rester chef du gouvernement.

L'Afrique en bref

• **Cameroun/Diplomatie.** Yaoundé accuse l'ICG de "déstabilisation"

Le gouvernement camerounais a accusé l'International crisis group (ICG) de "déstabilisation", après un rapport de ce centre d'analyse dénonçant "une répression meurtrière" et un risque "d'insurrection armée" dans les régions anglophones du pays.

• **Kenya/Présidentielle.** Sans l'opposition

Le chef de l'opposition au Kenya, Raila Odinga, a appelé mercredi les électeurs à rester chez eux lors de l'élection présidentielle de jeudi, qui a d'ores et déjà entamé l'image démocratique du pays et menace de le plonger dans une période de forte instabilité.

• **Libye/Attentat.** Deux morts dans l'est

Deux membres des forces loyales à l'homme fort de l'est de la Libye, Khalifa Haftar, ont été tués et trois blessés hier dans une attaque contre leur position, a annoncé le porte-parole de ces forces.

• **Mali/Jihadistes.** Deux soldats tués dans le Nord

Deux soldats maliens ont été tués et un blessé dans la nuit de mardi à hier dans le nord du Mali lors d'une attaque "terroriste", a annoncé hier le ministère malien des Forces armées.

A travers le monde

• **Espagne/Politique.** En Catalogne, le doute gagne l'exécutif séparatiste

Le doute s'était emparé hier du gouvernement séparatiste de Catalogne, certains demandant à son président de renoncer à une déclaration d'indépendance et de convoquer au plus vite des élections pour éviter une prise de contrôle de la région par Madrid.

• **Turquie/Politique.** La "dame de fer" turque défie Erdogan avec un nouveau parti



Photo : AFP

Une ancienne ministre de l'Intérieur et figure du nationalisme turc, Meral Ak-sener, 61 ans, a lancé hier un parti politique dans l'objectif de disputer le pouvoir au président Recep Tayyip Erdogan, qui règne en maître depuis près de 15 ans.

• **Yémen/Conflit.** Six membres présumés de l'EI tués dans une attaque de drone

Six membres présumés du groupe Etat islamique (EI) ont été tués hier dans une attaque de drone, probablement américain, dans le centre du Yémen, ont indiqué des responsables des services de sécurité yéménites.